



Rebonds

Des prévisions pour les régionales ancrées dans une analyse économique du vote.

Scénarios autour de l'abstention

lundi 15 mars 2004

**Christine Fauvelle-Aymar,
Martial Foucault
Abel François**

Economistes au laboratoire d'économie publique
de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

La prévision électorale est devenue en France une activité risquée et exposée, du fait d'un certain nombre d'imprévus importants, liés à l'histoire politique du pays : des niveaux d'abstention toujours croissants, l'absence des candidats présumés gagnants au second tour des élections présidentielles de 1995 et 2002, l'échec d'une dissolution fondée sur une anticipation de victoire... Au lieu de jeter le bébé (les techniques de prévision) avec l'eau du bain (l'ambition d'anticiper le résultat des élections), le développement de nouveaux outils de prévision électorale peut éviter un retour des astrologues comme conseillers politiques.

Les prévisions pour les élections régionales de mars que nous proposons ici s'ancrent dans l'analyse économique du vote. Cette méthode de prévision qui s'appuie sur l'outil économétrique (et non pas, par exemple, sur des résultats de sondages) a déjà été utilisée avec succès pour prévoir le résultat de nombreuses élections, en particulier les élections législatives et présidentielles françaises. Elle repose sur l'idée que les électeurs déterminent leurs décisions de vote selon la situation économique, sociale et politique durant la période préélectorale. Une conjoncture difficile incite alors les électeurs à sanctionner le gouvernement en place, en votant pour le ou les partis d'opposition.

A partir des résultats des élections françaises (présidentielles, législatives, cantonales et régionales) par région depuis 1978, notre modèle permet d'estimer les voix que la gauche (voix définies comme la somme des suffrages des partis d'extrême gauche, de gauche et écologistes) pourrait obtenir aux prochaines élections régionales d'après sa popularité actuelle et les résultats de la politique économique du gouvernement actuel (mesurés en particulier par le niveau du chômage).

Deux techniques sont possibles : soit on considère que le score de la gauche et le niveau d'abstention sont indépendants l'un de l'autre, soit on fait l'hypothèse, comme le suggèrent un certain nombre d'études, qu'ils sont liés. En effet, les électeurs peuvent choisir de voter pour tel ou tel parti, mais peuvent également, du fait d'un attachement partisan important, choisir entre voter pour leur parti et s'abstenir. Le niveau de participation est alors susceptible d'influencer les résultats électoraux.

Dans le premier cas, où les décisions de participation et de choix électoraux sont indépendantes, il s'agit simplement d'estimer le score de la gauche à partir des variables économiques et des variables de popularité. Notre étude montre que la gauche serait

alors en tête dans cinq régions métropolitaines sur vingt-deux (Aquitaine, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Limousin et Haute-Normandie), contre quatre régions lors des élections régionales de 1998. En effet, la conjoncture économique et politique est aujourd'hui meilleure pour la droite qu'elle ne l'était en 1998 pour la gauche. La droite reste, pour autant, responsable d'une situation qui n'est toujours pas totalement satisfaisante pour l'électorat, notamment en termes d'emploi.

Dans le second cas, il s'agit d'estimer les suffrages de la gauche en tenant compte de la participation anticipée ou prévue. On introduit alors, dans la fonction de vote, le taux de participation. L'estimation sur les précédentes élections montre qu'une augmentation de la participation tend alors à favoriser les partis de gauche.

A partir de là, trois scénarios sont envisageables, selon le niveau de participation que l'on prévoit pour les prochaines élections. Le premier suppose une participation forte, équivalente à celle observée aux régionales de 1986 (en moyenne 75 %). La gauche serait en tête dans quinze régions et la droite dans les sept autres (Alsace, Champagne-Ardenne, Corse, Basse-Normandie, Paca, Pays de la Loire, Rhône-Alpes). A l'opposé, selon un deuxième scénario où la participation serait aussi faible qu'en 1998 (56 %), seules trois régions placeraient la gauche en tête : Limousin, Midi-Pyrénées et Nord-Pas-de-Calais. S'agissant de régions gouvernées aujourd'hui par la gauche, notre modèle confirme une relative stabilité du vote à gauche, quand bien même l'abstention y atteindrait des niveaux importants.

Le troisième scénario repose sur une estimation autonome de la participation. Au lieu de faire l'hypothèse que la participation serait d'un niveau similaire à celles des précédents scrutins, on estime directement la participation sur les élections françaises depuis 1978. Dans cette perspective, nous montrons que la participation passée est déterminée par des considérations institutionnelles (importance des élections et mode de scrutin), politiques (caractère serré du scrutin) et économiques (niveau du chômage régional). Les niveaux de participation prévus pour les régionales de 2004 sont plus élevés qu'en 1998 mais plus faibles qu'en 1986, et se situent entre 60 et 65 % selon les régions. Ce résultat s'explique essentiellement par le fait que l'on s'attend à un scrutin plus serré (l'écart de popularité entre la gauche et la droite est moindre qu'en 1998) et que le taux de chômage est plus faible qu'en 1998 (l'importance du chômage tend à déprimer la participation électorale). A partir de ces prévisions d'abstention, la gauche serait en tête dans sept régions (Aquitaine, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées et Haute-Normandie). Par rapport à 1998, elle obtiendrait de meilleurs scores que la droite en Bretagne et en Languedoc-Roussillon, et de moins bons dans les régions Centre, Ile-de-France et Paca.

La comparaison des différents scénarios met en évidence le rôle déterminant de la participation pour les partis de gauche. En revanche, le passage d'une prévision en termes de suffrages à une prévision en termes de sièges et de majorité dans les assemblées régionales soulève d'autres difficultés. Rappelons que les modèles de vote ont été développés en supposant un environnement partisan de type bipartite et pour des scrutins à un tour, ce qui rend leur application en France plus délicate dès lors qu'il s'agit de décomposer le rapport de force à l'intérieur des familles politiques de gauche et de droite. Il faut alors tenir compte notamment de la répartition des suffrages à l'intérieur des blocs et des stratégies de désistement, de maintien ou de fusion entre les deux tours. Si la prévision précise des scores des partis politiques reste un exercice difficile (compte tenu de la multiplicité des partis engagés et de la complexité du nouveau mode de scrutin), il n'en demeure pas moins que notre étude permet de comprendre les efforts actuels de mobilisation de l'électorat autour d'enjeux nationaux, principalement de la part des partis de gauche.